

## Chômage

## Légère amélioration du marché du travail en 2018

Au quatrième trimestre 2018, le taux de chômage s'élève à 7,6 % en Île-de-France, en baisse de 0,1 point en un an, après une forte baisse enregistrée fin 2017. Au quatrième trimestre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi immédiatement disponibles (catégories A, B et C) et inscrits à Pôle emploi en Île-de-France s'établit à 994 600. Parmi eux, 667 000 demandeurs n'avaient exercé aucune activité au cours du dernier mois (catégorie A). En un an, le nombre de demandeurs d'emploi augmente modérément toutes catégories confondues (+ 0,4 %), mais diminue en catégorie A (- 0,6 %).

Benoît Trinquier, Direccte Île-de-France

Au quatrième trimestre 2018, le nombre d'inscrits à Pôle emploi en catégorie A repart légèrement à la baisse (- 0,6 % en un an après + 0,8 % en 2017). En revanche, il demeure en hausse pour les catégories A, B et C (+ 0,4 % après + 2,8 %), sous l'effet de la croissance du nombre de demandeurs ayant exercé une activité réduite (+ 2,6 % en catégories B et C) (*figure 1*). La situation sur le marché du travail est plus favorable au niveau national (- 1,4 % en catégorie A et - 0,2 % en catégories A, B et C).

En un an, le nombre des demandeurs d'emploi diminue seulement dans deux départements, aussi bien pour les catégories A que A, B, C : Paris (respectivement - 2,0 % et - 0,7 %) et le Val-de-Marne (respectivement - 2,4 % et - 0,8 %). À l'inverse, les Hauts-de-Seine enregistrent les plus fortes hausses de demandeurs d'emploi de la région (+ 1,1 % et + 1,9 %).

### Amélioration pour les jeunes et les hommes, détérioration pour les seniors, les femmes et les demandeurs de longue durée

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans se poursuit en 2018 au même rythme pour la catégorie A et les catégories A, B et C (respectivement - 1,3 % et - 1,4 %), proche de celui enregistré au niveau national (- 1,8 %). Les jeunes représentent 9,3 % des demandeurs d'emploi en Île-de-France, contre 12,9 % en France. Cet écart peut être lié à la forte

proportion de jeunes qui poursuivent des études longues dans la région.

Plus soutenue qu'en France, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus reste importante en 2018 (+ 3,2 % pour les catégories A, B et C), même si le rythme de croissance de fin d'année est le plus faible depuis 2008. Au total, la part des seniors dans les demandeurs d'emploi est passée de 17,2 % à 26,6 % en dix ans.

Malgré une croissance plus modérée qu'en 2017, l'évolution de la demande d'emploi des femmes (+ 1,2 % en catégories A, B et C) demeure plus soutenue que celle des hommes en 2018.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits depuis plus d'un an, progresse fortement en 2018 (+ 7,5 % contre + 5,1 % en France). Il s'élève à 462 100 au quatrième trimestre 2018 : ils représentent ainsi 46,5 % de la demande

d'emploi globale en catégories A, B et C, contre 43,4 % un an plus tôt.

### Taux de chômage en légère baisse

Au quatrième trimestre 2018, le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 7,6 % de la population active en Île-de-France (*figure 2*), inférieur de plus d'un point à celui observé en France (8,8 %). Après la forte baisse en 2017 (- 1,0 point), il est en léger repli par rapport au quatrième trimestre 2017 (- 0,1 point contre - 0,2 point au niveau national) (*figure 3*). Au sein de la région, le taux de chômage varie de 6,5 % dans les Yvelines à 11,3 % en Seine-Saint-Denis. Son évolution en un an est en revanche assez homogène selon les départements. Stable en Seine-et-Marne, dans l'Essonne et dans les Hauts-de-Seine, elle oscille entre - 0,2 point et - 0,1 point dans les autres départements. ■

### Politique de l'emploi

En 2018, la politique de l'emploi dans la région se caractérise, comme au niveau national, par une diminution massive des entrées en contrats aidés hors secteur de l'insertion par l'activité économique IAE (- 55 %) et un renforcement des contrats en alternance (+ 18 %) et du parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie PACEA (*figure 4*). Les contrats uniques d'insertion du secteur non marchand (CUI-CAE) ont baissé de 40,5 % entre 2017 et 2018 et sont devenus les parcours emploi compétences (PEC). En Île-de-France, les contrats uniques d'insertion dans le secteur marchand (CUI-CIE) se sont terminés en 2018. Le dispositif des emplois d'avenir a pris fin au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ; seuls quelques renouvellements ont eu lieu sur l'année. Enfin, le PACEA, mis en place en 2017 pour accompagner les jeunes vers l'emploi, est en nette augmentation (+ 19 % contre + 7 % au niveau national).

### Pour en savoir plus

- Site de la Direccte Île-de-France : <http://idf.direccte.gouv.fr>.
- Chevrot J., Debosque M., Rabadeux D., Trinquier B., « Un marché du travail dynamique dans une fin d'année globalement bien orientée », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 24, avril 2019.

## 1 Demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeurs d'emploi au quatrième trimestre 2018				Évolution 2018/2017*	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C % de l'ensemble	Catégorie A % de l'ensemble	Catégories A, B, C (en %)	Catégorie A (en %)
Hommes	496 180	340 280	49,9	51,0	-0,3	-1,5
Femmes	498 420	326 740	50,1	49,0	1,2	0,3
Moins de 25 ans	92 140	66 940	9,3	10,0	-1,4	-1,3
25 à 49 ans	638 090	417 380	64,1	62,6	-0,4	-1,4
50 ans ou plus	264 370	182 700	26,6	27,4	3,2	1,5
Inscrits depuis un an ou plus	462 090	nd	46,5	nd	7,5	nd
<b>Île-de-France</b>	<b>994 600</b>	<b>667 020</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,6</b>
<b>France entière</b>	<b>5 916 700</b>	<b>3 674 400</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,4</b>

nd : données non disponibles.

\* Évolution de l'indicateur entre le quatrième trimestre 2017 et le quatrième trimestre 2018.

Données CVS-CJO.

Avertissement : le nombre de demandeurs d'emploi au quatrième trimestre est une moyenne des stocks de demandeurs d'emploi à la fin des mois d'octobre, novembre et décembre afin de mieux dégager les évolutions tendanciennes.

Source : Pôle emploi-Dares, STMT.

## 2 Taux de chômage

En % de la population active

	2017 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4 (p)	Évolution 2018T4 / 2017T4 (en points de %)
Paris	6,9	7,2	7,0	7,0	6,7	-0,2
Seine-et-Marne	7,1	7,4	7,3	7,4	7,1	0,0
Yvelines	6,6	7,0	6,9	6,8	6,5	-0,1
Essonne	6,8	7,2	7,0	7,1	6,8	0,0
Hauts-de-Seine	6,6	7,0	6,9	6,9	6,6	0,0
Seine-Saint-Denis	11,4	11,8	11,6	11,7	11,3	-0,1
Val-de-Marne	7,9	8,2	8,0	8,0	7,7	-0,2
Val-d'Oise	9,1	9,3	9,2	9,3	8,9	-0,2
<b>Île-de-France</b>	<b>7,7</b>	<b>8,0</b>	<b>7,9</b>	<b>7,9</b>	<b>7,6</b>	<b>-0,1</b>
<b>France hors Mayotte</b>	<b>9,0</b>	<b>9,2</b>	<b>9,1</b>	<b>9,1</b>	<b>8,8</b>	<b>-0,2</b>

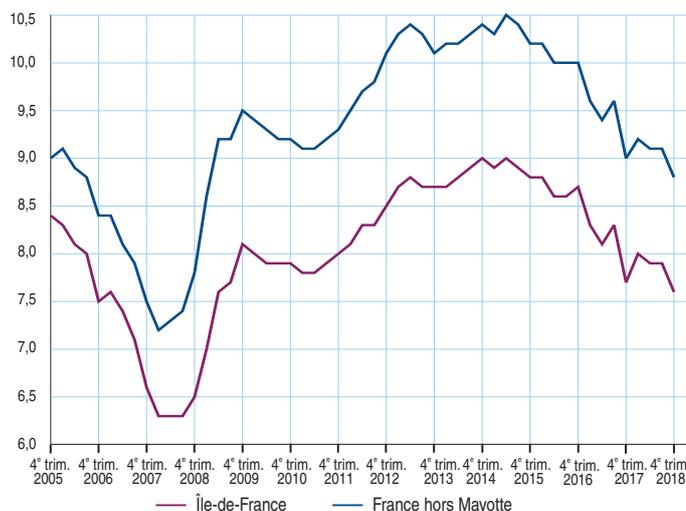
(p) données provisoires.

Données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

## 3 Évolution trimestrielle du taux de chômage

En % de la population active



Données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

## 4 Entrées dans les dispositifs de contrats aidés, d'alternance et d'accompagnement des jeunes

	2017	2018	Évolution 2018/2017 (en %)
<b>Aides à l'emploi</b>	<b>173 055</b>	<b>176 249</b>	<b>1,8</b>
<b>Contrats aidés (1)</b>	<b>56 070</b>	<b>37 904</b>	<b>-32,4</b>
Parcours emploi compétences (PEC, dont contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CIE))	25 211	15 008	-40,5
Contrat initiative emploi (CUI-CIE)	3 654	///	///
Emplois d'avenir	4 453	///	///
Insertion par l'activité économique (IAE) (2)	22 752	22 896	0,6
<b>Contrats en alternance</b>	<b>116 985</b>	<b>138 345</b>	<b>18,3</b>
Contrats d'apprentissage du secteur privé	55 620	69 146	24,3
Contrats de professionnalisation	61 365	69 199	12,8
<b>Accompagnement des jeunes</b>			
Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)	41 745	49 719	19,1
dont Garantie jeunes	9 779	11 343	16,0

/// : absence de donnée due à la nature des choses.

(1) Les entrées comprennent les conventions initiales et les reconductions de contrats.

(2) Nombre d'entrées entre décembre n-1 et novembre n.

Champ : Île-de-France, contrats débutés (conventions initiales et renouvellements) en 2017 et 2018 auprès d'employeurs franciliens pour les CUI/PEC et EAV.

Sources : ASP ; I-Milo ; chambres consulaires ; Dares.